



L'ÉVÉNEMENT

Les Européens soulagés
mais lucides face à Joe Biden

Donald Trump a trop martyrisé le Vieux Continent pour que son départ ne soit pas espéré.

ANNE ROVAN  @AnneRovan
CORRESPONDANTE À BRUXELLES

TOUT serait évidemment beaucoup plus simple si Donald Trump admettait sa défaite. Mais l'homme n'est pas fait de ce bois-là. Et les Européens n'en finissent pas de se demander à quel moment il leur faudra prendre acte de l'élection de Joe Biden. Les capitales et les institutions de l'UE ont convenu de réagir de concert le moment venu. Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a en quelque sorte fixé ce moment, appelant à «garder la tête froide jusqu'à ce qu'un résultat déterminé indépendamment soit disponible». Il a aussi tancé Donald Trump. «Les États-Unis sont plus qu'un one man show. Ceux qui continuent à mettre de l'huile sur le feu dans la situation actuelle agissent de manière irresponsable.» Voilà qui en dit long sur le peu d'estime dont jouit le milliardaire parmi les Vingt-Sept.

De fait, la victoire annoncée de Joe Biden est un soulagement pour les leaders du Vieux Continent, à l'exception d'une petite poignée d'entre eux, dont le Hongrois Viktor Orban qui soutenait le président sortant. Le démocrate, estimé les Européens, sera forcément plus aimable et son caractère moins imprévisible alors que son prédécesseur avait multiplié les attaques – jusqu'à parler de l'Europe comme d'«un ennemi» – et si souvent cueilli à froid les alliés avec ces décisions surprises. C'en est fini aussi des moqueries sur le Brexit.

Mais au-delà de ses manières plus

policées et de sa proximité avec la culture européenne – il a des racines irlandaises et de lointaines origines françaises –, que peut attendre l'UE de Joe Biden ? Il a promis de remettre les États-Unis «à la tête de la table, en position de travailler avec ses alliés et partenaires pour mobiliser une action collective sur les menaces mondiales». Retour donc au multilatéralisme piétiné par Donald Trump. Les États-Unis vont ainsi revenir dans la roue de l'accord de Paris. Une satisfaction pour l'UE qui a fait de la lutte contre le réchauffement climatique une de ses grandes priorités. Alors que le monde doit affronter une seconde vague de la pandémie de Covid, la pleine participation des Américains à l'OMS est aussi une bonne nouvelle. Tout comme les messages du nouveau président sur le virus, plus en phase avec ceux de Bruxelles.

Modifier les règles de l'OMC

Pour autant, comme le souligne Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, les Européens «auraient tort de croire que la relation transatlantique redeviendra ce qu'elle a été pendant la guerre froide». Car la présidence Trump n'est pas un accident, «une forme de parenthèse», selon le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune. Plutôt l'exacerbation d'un mouvement de fond plus ancien et qui va perdurer, en raison d'une opinion américaine chauffée à blanc sur beaucoup de dossiers, et avec laquelle le nouveau



président devra composer. Comme son prédécesseur, Joe Biden pourrait ainsi peser de tout son poids pour faire modifier les règles de l'OMC. Et comme lui, le nouveau président demandera le soutien de l'UE sur la Chine alors que le bloc souhaite se positionner selon ses propres intérêts plutôt que de s'aligner sur les Américains. « *Les États-Unis doivent être durs avec la Chine* », a prévenu Biden, appelant à « *construire un front uni d'alliés et de partenaires américains pour faire face aux comportements abusifs de la Chine* ». Selon Susi Dennison, du think-tank ECFR, il faudra de toute façon s'armer de patience et « *attendre avant de voir Joe Biden s'attaquer aux questions internationales* ». Lequel aura fort à faire sur le plan intérieur.

Les Européens restent donc avant tout lucides. Bien plus que les citoyens du bloc qui, dans un récent sondage Ipsos, affichaient une préférence nette pour le démocrate. Ces derniers jours, les appels au réalisme se sont d'ailleurs multipliés. « *On ne reviendra pas au statu quo ante, à une espèce de bon vieux temps de la relation transatlantique* », a prévenu le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Pas question de remettre en cause « *la souveraineté européenne* » et « *l'autonomie stratégique* » devenues depuis un an les mantras de l'UE, et qu'il convient désormais de concrétiser. ■



**Joe Biden (à droite)
lors de sa rencontre,
le 6 février 2015,
à Bruxelles, avec
le premier ministre
belge, Charles Michel,
aujourd'hui président
du Conseil européen.**

EMMANUEL DUNAND/AFP